



«C'est une rupture lourde de sens politique»

Président Renaissance de la commission des affaires européennes de l'Assemblée, Pièyre-Alexandre Anglade s'insurge contre la proposition de LR de déroger au droit européen en matière de politique migratoire.

Sans les voix des députés Les Républicains, les macronistes ont peu de chances de voir adopter le projet de loi immigration préparé par le gouvernement. Face aux exigences des parlementaires LR - référendum sur la politique migratoire, réforme de la Constitution pour faire primer le droit français sur le droit européen -, les troupes du Président ne sont pas encore prêtes à céder du terrain. Comme le président de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, Pièyre-Alexandre Anglade, pas loin de mettre un signe égal entre LR et le Rassemblement national. **Le président des sénateurs LR, Bruno Retailleau, estime qu'en matière d'immigration, «le pouvoir n'est plus entre les mains du Parlement mais entre celles des cours suprêmes». Que lui répondez-vous?**

Bruno Retailleau et les LR remettent en cause les valeurs européennes. Ils dénoncent un «gouvernement des juges» en ciblant le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme et proposent de se tourner directement vers le peuple avec un référendum sur l'immigration. C'est le copier-coller du programme de Marine Le Pen. LR s'inscrit dans les pas du Rassemblement national et de tous les «illibéraux» qui affaiblissent l'Etat de droit sur le continent. LR renie son héritage européen, c'est une rupture lourde de sens politique.

Est-ce que la France pourrait déroger aux traités européens et rester membre de l'UE?

LR rompt avec l'Europe. Ils proposent un Frexit qui ne dit pas son nom. Se mettre en marge de l'Europe sur la question migratoire ne réglerait rien. Cela affaiblirait collectivement toute l'UE et isolerait la France. Le chacun pour soi en matière de politique migratoire est une folie : la question est globale, l'Europe est l'échelon nécessaire pour y répondre. L'UE est une construction juridique : si un pays

ne respecte plus les normes qu'il a souverainement choisies, alors le projet n'a plus de sens. Même les modèles européens de LR, comme [la présidente du Conseil italien] Giorgia Meloni, ne font pas ça.

Eric Ciotti et Bruno Retailleau citent le Danemark qui a adopté le traité de Maastricht en 1992 sans se plier à la législation européenne en matière de politique migratoire...

La France, pays fondateur de la construction européenne, n'a pas la même histoire que le Danemark. Il faut respecter et défendre notre tradition européenne. Ce que le Danemark a négocié précédait son intégration au projet actuel. Sans compter qu'une révision constitutionnelle semble impossible en l'état actuel des rapports de force politiques.

«C'est ça ou rien», prévient Olivier Marleix, le patron des députés LR sans qui vous ne pourrez pas voter une loi sur l'immigration. Vous vous soumettez ou vous allez au clash? On ne votera pas le Frexit ou le programme du RN. Nous voulons un projet de loi efficace : d'un côté, l'expulsion des délinquants étrangers, une demande de longue date de la droite, et, de l'autre, la régularisation des travailleurs, portée

par la gauche et la simplification des procédures, qui fait consensus.

Etes-vous prêts à abandonner la régularisation des travailleurs dans les métiers en tension pour dealer avec LR?

Nous parlons de femmes et d'hommes, souvent des travailleurs de première ligne. Il y a une hypocrisie chez ceux qui refusent de les régulariser mais qui se réjouissent qu'ils créent de la richesse. Des députés LR interviennent dans leur circonscription pour régulariser ces travailleurs, en local ils savent à quel point ils sont essentiels. En quoi serait-ce différent au niveau national?

En l'état, le projet de loi immigration est donc mort avant même d'être présenté...

Je ne le crois pas. Ce que le gouvernement et la majorité proposent reflète ce que veulent les Français. Mieux contrôler les flux migratoires, expulser ceux qui n'ont rien à faire sur le territoire national, régulariser ceux qui contribuent à la vie de la nation. Il doit exister un chemin au Parlement pour une traduction législative.

Recueilli par

JEAN-BAPTISTE DAOULAS

assume ce virage populiste qui, dans les mots, se rapproche des partisans des droites radicales en Europe. Signe qui ne trompe pas : les centristes du Sénat, alliés à LR, sont mal à l'aise à l'égard de ces mesures chocs. *«Eux c'est eux, nous c'est nous, jongle une collaboratrice d'un dirigeant de la majorité au Sénat. On n'est pas trop pour toucher à la Constitution. Et l'immigration est un sujet éminemment européen qu'il faut traiter à l'échelle européenne.»* Prenant leurs distances, les centristes d'Hervé Marseille doivent déposer d'ici une quinzaine de jours leur propre texte sur l'immigration. Or, sans eux, LR n'est pas majoritaire. Une faille sur laquelle ne manquera pas d'appuyer le gouvernement.

«IL FAUT ALLER AU BOUT»

Si la droite a repris des couleurs avec cette initiative, l'atterrissage d'une loi au Parlement est encore loin. *«Pour que le texte passe, il faut une majorité au Sénat et à l'Assemblée, plus un vote conforme entre les deux chambres, pose le député du Lot Aurélien Pradié. Il faut être franc sur le défi que cela représente. Nous nous sommes fait entendre, c'est très bien. Désormais il faut aller au bout. Sinon le risque de désillusion peut être vif pour les Français.»* Lassé des atterrissements de l'exécutif, Olivier Marleix laisse déjà planer la menace d'une motion de censure si le gouvernement venait à faire passer son propre texte avec un 49.3. A 62 députés, dont une poignée pourrait être tentée de voter la copie gouvernementale faute de mieux, le seuil des 60 parlementaires pourrait toutefois être inatteignable pour LR. *«La motion, résume un député, ça n'arrivera jamais. Marleix n'ira pas. Et la moitié du groupe se pisse dessus à l'idée d'une dissolution.»* ◆



INTERVIEW

ImaginaLES
le festival des mondes imaginaires
EPINAL

Le futur de la Cité
25>28 mai 2023

Parcours lumières tous les soirs dès 21h30

FÊTE des IMAGES

gratuit | www.epinal.fr

ville d'Épinal

Communication Ville d'Épinal 2023 - Illustration : Magdalena PAOWSKA